

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Maître d'ouvrage : C.H.R. METZ-THIONVILLE**

**C.H.R. METZ-THIONVILLE**

**DALH**

**1 Allée du Château  
CS 45001**

**57085 METZ Cedex 3**

---

**TRAVAUX D'EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE DE L'HOPITAL  
Mercy à Metz**

---

**La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4  
à R. 2123-6 du code de la commande publique**

**Date et heure limites de remise des offres : 30 mars 2023 à 12:00**



## **Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants**

### **1-1- Objet du marché**

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) est un marché de travaux pour l'opération suivante : Extension du système de vidéosurveillance de l'hôpital MERCY à METZ.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

### **1-2- Décomposition du marché**

Le marché n'est pas alloti, les prestations étant un ensemble homogène insécable.

### **1-3- Lieux d'exécution**

Hôpital Mercy – 1 Allée du Château – 57085 METZ.

### **1-4- Durée du marché et délais d'exécution**

Le marché prend effet à compter de sa notification et selon le planning d'exécution des travaux.

### **1-5- Consultation**

La consultation est lancée sous forme de procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique. A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

### **1-6- Délai de validité des offres**

Le délai pendant lequel les entreprises restent engagées par leur offre est fixé à **120 jours** à compter de la date de réception des offres.

## **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

- le règlement de la consultation
- l'acte d'engagement
- DPGF
- le CCAP
- le CCTP
- la charte des prestataires CHR Metz-Thionville
- le plan d'assurance sécurité du CHR Metz-Thionville
- le questionnaire due diligence sous-traitant CHR Metz-Thionville
- l'engagement de conformité au RGPD
- la conformité des prérequis techniques DSI
- plans
- fiches techniques.

### **PIECES COMMUNES**

*Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.*

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de travaux.



## **Article 3 – Contenu des prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes**

### **3-1- Caractéristiques des prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés selon les prix fixés dans le bordereau des prix unitaires ou la DPGF.

### **3-2- Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes.

## **Article 4 – Pénalités**

### **4-1- Pénalités de retard**

Les pénalités par jour de retard dans l'exécution du planning retenu sont fixées à :

1 / 3000<sup>ème</sup> du montant du marché.

Aucune exonération de pénalités ne s'appliquera, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG.

### **4-2- Exécution par défaut**

En cas de défaut d'intervention, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire appel à un prestataire tiers au présent marché.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et récupérée par titre de recettes.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

## **Article 5 – Sous-Traitance**

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la réglementation en vigueur.

Aucun sous-traitant ne sera admis, s'il n'a été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent CCAP s'imposent aux éventuels sous-traitants.

## **Article 6 – Présentation des factures – Délai global de paiement – mode de règlement – Intérêts moratoires**

### **6-1- Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché devront portées, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et de chaque avenant éventuel, ainsi que le cas échéant la date et le numéro de l'ordre de service ;
- les prestations et travaux exécutés ;
- le montant hors T.V.A. ;



- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC ;
- la date.

**Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

#### **6-2- Délai de paiement**

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

Les factures donneront lieu à paiement dès lors que les services du Pouvoir Adjudicateur ont pu constater le service fait (prestation effectuée correctement).

#### **6-3- Suspension du délai global de paiement**

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 6-1 supra ne pourra être acceptée, et donnera lieu à notification motivée d'un sursis au paiement, adressé par télécopie ou par lettre recommandée AR au fournisseur pour correction.

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées ou n'est pas présentée comme il est indiqué au point 6-1 supra, il sera opposé un sursis de paiement au cocontractant, applicable jusqu'à exécution complète des prestations concernées par la demande de paiement, ou jusqu'à production des pièces justificatives mentionnées au courrier portant sursis de paiement.

#### **6-4- Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **Article 7 – Avance forfaitaire – Garantie à première demande**

#### **7-1- Avance forfaitaire**

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

l'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

#### **7-2- Garantie à première demande**

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.



L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

### **7-3- Remboursement de l'avance forfaitaire**

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H.R Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## **Article 8 – Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Principale des Finances Publiques  
Trésorerie Metz-Thionville  
Etablissements Hospitaliers  
Rue des Frères Lacretelle  
57070 METZ  
tél. : 03 87 65 17 60

## **Article 9 – Résiliation**

Le Centre Hospitalier Régional METZ - THIONVILLE pourra résilier le marché selon les dispositions du CCAG Travaux.

## **Article 10 – Juridiction compétente**

Tout litige né de l'exécution du marché sera présenté devant le tribunal administratif de STRASBOURG à l'exclusion de toute autre juridiction.

## **Article 11 – Dérogations au CCAG Travaux**

L'article 4-1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux.

Fait à Metz, le 14 février 2023

Le Directeur Adjoint  
DALH,

Lionel TOSI



